

bonne, dans le Sud-Oranais, qu'elle ne l'était après la campagne de Wimpffen; nous expions encore les longues années de tâtonnements et de velléités inopérantes, où la démolition du bordj de Djenien-bou-Reszg, en 1885, à la requête du sultan, marque le point d'extrême humiliation. Du moins, si la sécurité du Sud-Oranais ne fut pas assurée, la « question marocaine » ne fut pas ouverte avant l'heure; non seulement le traité de 1845 fut respecté, mais c'est à la demande même de notre ministre à Tanger, M. Féraud, qu'en 1893, le sultan envoya un caïd à El-Oudarir, l'un des ksour de Figuig. Ainsi se poursuivait, malgré tout, la politique d'intégrité, d'amitié et de coopération avec le Maghzen; il ne lui manquait que d'être soutenue par les preuves d'activité dominatrice qui en sont la contre-partie indispensable. Une coopération avec le gouvernement marocain ne saurait se comprendre que s'il est avéré et manifeste que, des deux puissances coopérantes, l'une n'est pas l'égale de l'autre; l'entente entre deux Etats comme la France et le Maroc ne doit pas apparaître comme la conséquence naturelle d'une égalité de forces qui n'est pas réelle, mais bien comme un acte de condescendance de la part de l'Etat le plus fort envers le plus faible et comme le prélude de l'hégémonie.

En même temps que, depuis trois ans surtout, la France a repris sa marche en avant dans le Sud-Oranais, poussé son chemin de fer jusqu'aux portes de Figuig et soumis l'« archipel » du Touât, elle a pu reprendre la politique d'entente et de collaboration avec le Maghzen qui, sans avoir